

## Les moments forts de l'année 2020

*La stratégie de CGLU sur la localisation des financements en appui à l'urbanisation durable est développée en étroite collaboration avec le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), en sa qualité de mécanisme de consultation de CGLU sur les finances locales. La stratégie est mise en œuvre avec le soutien du FENU, partenaire majeur de CGLU au sein de la Coalition mondiale de Malaga pour les finances municipales.*



L'agenda de CGLU en matière de finances locales a démarré en force en 2020, dans la suite du Congrès mondial de CGLU tenu à Durban en novembre 2019, où ont été officiellement présentés le Fonds international d'investissement municipal (IMIF) et Meridiam, le gestionnaire d'actifs qui en assure la gestion. Un [dispositif d'assistance technique adossé au Fonds \(IMIF-TAF\)](#) a été mis en place par le FENU, dont le comité de pilotage s'est réuni pour la première fois à New York en janvier 2020. Le **Comité s'est accordé à soutenir en priorité cinq villes pilotes** parmi les dix municipalités qui avaient été initialement sélectionnées pour bénéficier d'un accès potentiel au Fonds : Porto-Novo (Bénin), Chefchaouen (Maroc), Agua Grande (Sao Tomé-et-Principe), Kumasi (Ghana) et Telita (Moldavie).

La question de l'accès des collectivités territoriales au financement du développement durable a figuré en bonne place dans les débats de la **dixième session du Forum urbain mondial** qui s'est tenue à Abu Dhabi en février. Plusieurs réunions ont porté sur les possibilités et les conditions d'accès des collectivités territoriales à des financements privés accrus et à des mécanismes innovants. À cette occasion, CGLU a organisé deux sessions spéciales pour présenter les travaux de l'[Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales](#) et [Fonds international d'investissement municipal et de son dispositif d'assistance technique](#).

Peu de temps après s'est tenu le **Séminaire de CGLU à Tanger**, qui a permis de [faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de CGLU](#) sur la localisation des financements. Cette rencontre a également servi de cadre à une réflexion collective sur la manière de renforcer l'appropriation de la stratégie par les membres de CGLU et de synchroniser les efforts en vue d'en accroître l'impact. Plusieurs recommandations ont été formulées à cette fin : la nécessité d'accroître le **pouvoir de négociation** des collectivités territoriales, de **renforcer les capacités des administrations publiques locales** et de **combler le déficit de connaissances** sur les finances locales, afin de permettre aux villes et aux régions de prendre une part active aux dialogues pluri-acteurs et multiniveaux.



Puis la crise de la Covid-19 a éclaté... et mis en lumière le rôle clé des collectivités territoriales pour assurer la continuité du financement et de la fourniture des services publics essentiels.



Expérience d'apprentissage en direct : au-delà de la réponse immédiate à l'épidémie  
Septième session thématique - Les collectivités locales sous pression financière : quelles solutions face à la crise du Covid-19 et au-delà ?  
Jeudi 23.04.2020, 15:00 - 17:00 CEST

Pour plus d'informations [policy@uclg.org](mailto:policy@uclg.org)  
**#BeyondTheOutbreak**

CGLU metropolis UN HABITAT  
en collaboration avec FMDV

La [session en ligne sur l'impact de la pandémie sur les finances locales](#), réalisée dans le cadre de la série d'**expériences d'apprentissage en direct** en avril 2020, a rappelé combien il était plus urgent que jamais d'accélérer la localisation des financements. Organisée conjointement par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat, en collaboration avec le FMDV et le FENU, la session a rassemblé près de 300 participant·e·s. Elle a débouché sur

plusieurs [recommandations clés pour l'action](#) : la promotion de **mécanismes de soutien mutuel en réponse à l'urgence** via la coopération décentralisée ; l'adoption de **dispositifs de soutien financier** adaptés au rétablissement des finances locales ; la **poursuite et le renforcement du dialogue politique** entre les gouvernements locaux, régionaux et nationaux ; et la mise en place d'un **fonds international de soutien et de relance** pour permettre aux collectivités territoriales de financer des infrastructures et des services à l'échelon local.

Au cours de toutes les très nombreuses réunions virtuelles qui se sont tenues pendant le confinement, la question des finances locales a fait l'objet d'une attention remarquable. Un grand nombre de [sessions virtuelles](#) ont été organisées par différentes parties du réseau de CGLU, soit pour aborder des [défis régionaux spécifiques](#), soit pour examiner les conséquences de la crise dans une [optique de gouvernance multi-niveaux](#). Lors des **réunions annuelles** du [groupe de travail CIB de CGLU](#) et du [réseau DeLoG](#), CGLU a présenté les enjeux récurrents soulevés par la pandémie en matière de finances locales et de décentralisation fiscale. Par ailleurs, dans le cadre de **l'Initiative « Gouvernance de l'urgence » dans les villes et les régions**, menée par CGLU, Metropolis et la *London School of Economics - Cities*, une [note d'analyse](#) et un [document d'orientation stratégique](#) (à paraître prochainement en français) ont été produits pour étudier l'impact de la Covid-19 sur les finances des collectivités territoriales et dégager des pistes d'action pour la mise en place de cadres financiers plus durables.

En parallèle, la structuration technique et financière des projets des villes pilotes de l'IMIF a continué d'être une de nos priorités d'action. Faute de pouvoir réaliser des missions d'évaluation *in situ*, les villes pilotes ont été **accompagnées à distance**, afin d'analyser la maturité de leur projet et évaluer leurs besoins en matière d'assistance technique. Par ailleurs, afin d'alimenter le portefeuille de projets susceptibles d'être soumis au Fonds dans la durée, un **protocole d'accord** a été signé **entre CGLU et l'ICLEI-TAP** ([Transformative Actions Programme](#)). Cet accord prévoit que des projets certifiés TAP puissent être considérés pour accéder à l'IMIF ; certains d'entre eux sont actuellement en cours d'examen par les partenaires du Fonds.

Si notre travail a dû s'adapter aux contraintes de mobilité imposées par la Covid-19, la pandémie a également ouvert de **nouvelles perspectives dans le domaine de l'apprentissage et de l'échange d'expériences sur les finances locales**, en mettant à profit les outils numériques. En étroite collaboration avec le FMDV, un certain nombre de sujets spécifiques ont été identifiés pour alimenter les échanges de la [Communauté de pratique sur les finances locales](#), parmi lesquels le financement climat, la captation des plus-values foncières, les obligations vertes ou encore le financement groupé. Un **Centre de ressources sur les finances locales** est en cours de création par le FMDV. Celui-ci mettra à la disposition des membres de CGLU et de ses partenaires des informations et connaissances en format numérique sur chacune de ces questions, afin d'alimenter le dialogue entre les différentes parties du réseau et avec des expert·e·s financier·e·s.

Outre ces différentes activités, nous avons démarré la préparation d'une **deuxième édition du Rapport de l'Observatoire mondial porté par l'OCDE et CGLU sur les finances et l'investissement des collectivités territoriales**, prévue pour mi-2022. Sur la base des retours des expert·e·s de CGLU et du FENU chargés de la collecte des données pour le Rapport 2019, une série d'ajustements méthodologiques ont été proposés pour la préparation du prochain rapport, notamment **l'adaptation des supports de collecte de données** et l'établissement de **contacts plus directs avec les autorités nationales** et les ministères en vue de faciliter l'accès aux données. Nous avons également engagé un travail de **consolidation et actualisation des sources de données** afin de permettre la mise à jour des [62 fiches pays sous la responsabilité de CGLU](#). Ce processus de consolidation se poursuivra dans les premiers mois de 2021 afin **d'inclure des sources concernant les répercussions de la Covid-19 sur les finances locales** dans chacun des pays et d'identifier les sources d'informations pour plusieurs nouveaux pays qui pourraient être intégrés à la prochaine édition. Un travail similaire a été réalisé par l'OCDE pour les pays sous sa responsabilité.





Afin d'accroître la diffusion et faciliter l'exploitation des travaux de l'Observatoire, les fiches de **tous les pays francophones et hispanophones** inclus dans le Rapport 2019 ont été traduites en français et en espagnol et peuvent être [consultées sur le site internet de l'Observatoire](#). Un **cours en ligne ouvert et massif (MOOC) sur les finances publiques locales** est également en cours de préparation et sera proposé en accès libre à partir de la mi-2021. Des discussions sont par ailleurs en cours avec plusieurs partenaires dont l'agence allemande de coopération (GIZ), le

FENU et CGLU Afrique pour organiser un **séminaire en Afrique de l'Ouest** à la fin du deuxième trimestre 2021. Ce séminaire vise à ouvrir un débat sur les questions de décentralisation fiscale à l'échelon régional, en s'appuyant sur les travaux de l'Observatoire.

Dans le cadre de nos efforts pour améliorer l'accès des collectivités territoriales aux financements extérieurs, une étude a été lancée en collaboration avec PLATFORMA. Elle a pour objectif **d'identifier les mécanismes européens de financement innovants** en appui aux **programmes de développement et de coopération décentralisée des collectivités territoriales**. La publication de l'étude est attendue au début du premier trimestre 2021. Ses principales conclusions et recommandations seront présentées lors d'un webinar qui sera organisé par CGLU et PLATFORMA.

La conduite de l'ensemble de ces activités est allée de pair avec le souci continu d'inscrire la question des finances locales au cœur de l'agenda stratégique de CGLU. Le **Conseil mondial de CGLU** de novembre 2020 a consacré une **session spéciale au Fonds international d'investissement municipal (IMIF)**. La session a été l'occasion d'évaluer les progrès réalisés au cours de la première année de mise en œuvre du dispositif d'assistance technique, et d'entendre les retours de bailleurs de fonds, de partenaires et des villes pilotes de l'IMIF. Dans le cadre du Conseil mondial de CGLU, une session de **débat stratégique pour ouvrir la voie à la reprise** a discuté des plans financiers de relance et de l'importance d'associer les autorités locales et régionales à leur conception et leur mise en œuvre. Le Conseil mondial a également validé la nomination d'une nouvelle conseillère de CGLU UBUNTU sur les finances locales, **Barbara Samuels**, directrice exécutive du *Global Clearinghouse for Development Finance*. Cette nomination, ainsi que le **renouvellement du Conseil politique de CGLU sur la gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable**, donneront assurément un nouvel élan à la mise en œuvre de la stratégie Finances locales de CGLU.



Alors que nous entrons en 2021, le réseau CGLU doit poursuivre ses efforts pour mettre l'agenda des finances locales au cœur de ses priorités. L'accès des collectivités territoriales à des ressources financières adéquates leur permettant d'être pleinement partie à la relance post-Covid sera déterminant pour atteindre les objectifs des agendas mondiaux.

**Liens utiles :**

- Consulter [la page internet de CGLU dédié à son agenda finances locales](#)
- Suivre [@LocalFinances](#) sur Twitter

